



Les Pages Ardéchoises

Bulletin trimestriel de la Section Ardéchoise
de la Fédération Syndicale Unitaire
pour les Services Publics.

Directrice de la publication CPPAP 0125 S 07525 - Valérie BENMIMOUNE Maison des syndicats 07000 PRIVAS

N°107

mars 2022

Édito

Quelle connerie la guerre, disait Prévert...

Depuis l'offensive militaire russe lancée le 24 février en Ukraine, la guerre, cette connerie, est devenue un sujet d'inquiétude quotidienne pour chacune et chacun.

La FSU Ardèche appelle à prendre part aux rassemblements pour la paix organisés dans le département, comme tous les vendredis à 18h au château d'Aubenas. Nous tentons de lister sur notre site ces rassemblements organisés en solidarité avec le peuple Ukrainien mais aussi avec celles et ceux qui, en Russie, tentent de s'opposer à cette ignominie.

La FSU Ardèche a pris la parole à Privas le 25 février pour **appeler à l'accueil inconditionnel des réfugié-es, d'où qu'ils et elles viennent, car il est de notre devoir de leur faire une place en lieu sûr.**

Dans un communiqué du 8 mars, la FSU nationale a « exigé qu'un effort particulier soit fait pour l'accueil et la scolarisation des jeunes réfugié-es. Cela passe notamment par le renforcement des UPE2A. Aujourd'hui, ces structures sont sous tension, faute de moyens, et ce sont les élèves qui en ont le plus besoin qui en subissent les conséquences. L'Éducation nationale s'honorerait d'être à la hauteur des enjeux d'accueil et de scolarisation de toutes et tous les élèves plutôt que de s'abaisser à une gestion purement comptable de ses moyens, synonyme de renoncement indigne du service public aux valeurs humanistes qu'il doit porter. »

Loin des promesses creuses qui font dire au DASEN que les écoles vont se débrouiller pour faire au mieux, il nous faut des engagements sérieux pour ne pas ajouter de la maltraitance involontaire à des situations déjà bien assez traumatisantes.

Dans ce contexte, où la surenchère d'une droite extrême omniprésente semble n'avoir pas de limites, notre participation à l'organisation de la semaine d'éducation contre le racisme fin mars prend encore plus de sens.

Impossible de finir sans une note sombre de plus : le « projet » que l'actuel président candidat dévoile fait frémir, avec des objectifs pour l'école qui, à force d'être rétrogrades, virent à l'obscurantisme, comme l'apprentissage dès la cinquième. **On n'a pas fini de lutter !**

Valérie Benmimoune

PRIVAS CC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE
DÉPOSÉ LE 17/03/2022

Les Pages Ardéchoises

SOMMAIRE

- p. 1 Édito
- p. 2 La FSU 07 dans les instances
- p. 3 Dossiers fédéraux
- p. 4 Texte d'orientation de la FSU Ardèche



LA FSU 07 DANS LES INSTANCES

CDEN du 10 février 2022 : extraits de la déclaration liminaire

La "priorité au primaire" cache une réalité dévastatrice.

La campagne présidentielle a démarré au ministère ! C'est qu'il faut valoriser le bilan de la politique blanquienne à l'approche de l'échéance ultime. [...]

Dans une vision néo-libérale, la priorité au primaire c'est une communication insistante de mesures cosmétiques légitimant les plus grandes attaques jamais lancées sur l'école républicaine. De nouveaux textes et dispositions visent ainsi à saper les fondements de l'école républicaine.

Premier fondement attaqué : le statut de fonctionnaire.

La loi de transformation de la fonction publique casse le cadre des recrutements. Les contractuel·les peuvent désormais constituer la majorité des emplois permanents dans la fonction publique. Cette loi démembre le fonctionnement paritaire. Elle opacifie la gestion des personnels. Elle restreint encore davantage le droit de grève dans la fonction publique territoriale. Elle accélère les restructurations de services [...]. Elle favorise l'externalisation des missions de service public vers le privé. Avec cette loi, le gouvernement s'offre les modalités d'application au secteur public de sa culture de gestion issue du monde de l'entreprise. Il entend ainsi relayer les agents publics au rôle de simples exécutants, sous payés.

Il y a là pour nous un énorme conflit de valeur : les fonctionnaires-citoyen·nes que nous sommes sont engagés dans un service d'intérêt général et universel à l'opposé de la recherche du profit, de la rentabilité voulue par le monde de l'entreprise.

Second fondement attaqué : les pratiques enseignantes.

Réforme de la formation initiale, mise sous tutelle des INSPE (les instituts de formation des enseignantes et enseignants), [...] multiplication des guides et autres méthodes ministérielles : tout vise à normaliser, à encadrer voire contraindre les pratiques dans les classes. Notre liberté pédagogique est remise en question, le dialogue avec la recherche est orienté. Le risque de ce verrouillage

ministériel c'est l'appauvrissement intellectuel de notre école. Le tout maths-français, la chorale, la morale, la blouse et la nostalgie d'une grandeur passée ne sont pas suffisants à l'épanouissement des futur-es citoyennes et citoyens.

Troisième fondement attaqué : le système d'évaluation des politiques éducatives.

Le C2E, le Conseil d'Évaluation de L'École (à la botte du ministre) remplace désormais le CNESCO (dont les membres étaient indépendants). L'inspection générale est supprimée. Le ministre crée ses conditions pour s'auto-évaluer et faire taire les critiques extérieures indépendantes. Les évaluations nationales, imposées sans ménagement à la profession, scientifiquement infondées, dont les seuils de réussite sont manipulés, servent d'outil de communication et de justification à cette politique éducative réactionnaire. A l'instar de ce qui se passe à l'hôpital, le culte du chiffre et des indicateurs pour piloter le système dégrade au final le service offert aux usagers et usagères. [...]

Ces réformes posent les jalons d'un projet politique libéral dangereux pour les services publics, leurs personnels, les usagers et la société entière.

S'il venait à bout, il acterait la fin de l'école républicaine égalitaire, qui assure le même investissement et les mêmes règles sur tout le territoire. Il dérégulerait l'école publique et ferait porter la responsabilité des échecs des politiques éducatives non pas sur le gouvernement mais bien sur les enseignant·es et les employé·es territoriaux. Il ferait porter la responsabilité des échecs scolaires non pas sur le sous-investissement dans l'éducation mais bien sur les choix familiaux en matière d'orientation ou de choix d'école.

Cette école du tout libéral poussé à l'extrême existe en Suède et c'est un échec total ! Même la très libérale OCDE demande aujourd'hui au gouvernement suédois de revenir en arrière tant les résultats des élèves ont chuté et le mal-être des personnels s'est accru.

Conférence nationale des métiers de l'accompagnement social et médico-social

Suite à cette conférence, la FSU a publié un communiqué à retrouver en intégralité sur fsu.fr. Extraits.

Après plusieurs journées de mobilisation des travailleuses et travailleurs sociaux·ales et alors que le constat est unanime quant à la dégradation des conditions de travail et à la perte d'attractivité de la filière sociale, les annonces du gouvernement étaient fortement attendues par l'ensemble des professionnel·les du travail social. La FSU a interpellé à plusieurs reprises le gouvernement sur l'urgence à revaloriser les rémunérations d'une filière très majoritairement féminine, et à investir massi-

vement pour les services publics de l'action sociale particulièrement sollicités dans la période. [...]

La FSU alerte également sur le retour du serpent de mer quant à une réarchitecture des diplômes : en moins de 20 ans, ce ne sont pas moins de trois réformes des diplômes qui ont déjà eu lieu. Ce n'est pas d'une énième refonte des diplômes dont le secteur a besoin mais d'être considéré en se voyant attribuer les moyens nécessaires pour mener à bien ses missions [...] Pour la FSU, il est indispensable que des négociations sur la revalorisation des grilles indiciaires s'ouvrent dès maintenant [...]

Semaine contre le racisme : du 21 au 28 mars 2022 à Privas

Dans le cadre de la semaine d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme, la FSU Ardèche s'associe aux actions organisées à l'initiative du MRAP aux côtés de nombreuses autres associations et organisations locales.

Le programme détaillé de cette semaine est publié sur fsu07.fsu.fr. Lorsque ce journal vous parviendra, il restera sans doute des événements auxquels participer, parmi lesquels :

vendredi 25 mars : à partir de 17h30, « **Se lever, se rassembler, s'organiser et lutter pour la solidarité et contre le racisme** », soirée revendicative place de l'hôtel de ville en partenariat avec le Kern (avec entre autres des expositions d'affiches et le spectacle « Paroles éloquentes » du club Copains du monde du Secours populaire avec la complicité de Mambouss).

dimanche 27 mars à 17h : représentation du spectacle « **Paroles de femmes** » par la compagnie Lardenois et Cie à l'Atelier, Privas (gratuit, réservation conseillée : communication@lardenoisetcie.fr).

jusqu'au 30 mars : exposition à la médiathèque Jacques Dupin à Privas, « **La terre est ma couleur** » conçue et mise en pages par Alain Serres, illustrations de Zaü (04 75 64 68 50 pour réserver pour les visites scolaires).



Toutes et tous ensemble contre l'extrême-droite

La FSU fait partie des signataires de cet appel à lutter activement contre l'extrême-droite et ses idées. Il est à retrouver sur education-contre-extreme-droite.fr avec un tract et une série de visuels à télécharger, diffuser largement et utiliser pour informer et débattre. Ces affiches seront exposées à Privas le 25 mars (voir ci-dessus).

Le monde de l'éducation a jusqu'alors majoritairement résisté à la percée de l'extrême-droite de ces dernières décennies.

En cette année d'élection présidentielle, nous avons toujours un rôle à jouer : **toutes et tous ensemble, faisons front contre l'extrême-droite, ses intentions et ses idées, dans nos lieux de travail comme dans le débat public !**

Nos valeurs, en tant que professionnel·les de l'éducation, sont à l'opposé de l'extrême-droite.

En effet, nous sommes :

POUR l'héritage des Lumières, la raison, les valeurs républicaines, la laïcité

CONTRE l'obscurantisme, l'exaltation des préjugés et des divisions

POUR la tolérance et le vivre-ensemble

CONTRE le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme et toutes les discriminations

POUR une école de l'égalité, la liberté pédagogique, l'émancipation des élèves

CONTRE une école rétrograde, ségrégative et excluante

PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

**TOUTES
ET TOUS
ENSEMBLE
CONTRE
L'EXTREME
DROITE**



L'extrême droite a une vision réactionnaire et antirépublicaine de l'école : la mise en œuvre de son programme aurait des effets terribles. L'extrême-droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail. Jamais elle ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves qui n'ont cessé de se renforcer.

On ne trouve rien dans les programmes d'extrême droite qui permettrait de résoudre les fragilités actuelles du système éducatif.

En revanche, voici quelques aspects qui ressortent des interventions des candidates d'extrême droite ou de ce qui est d'ores et déjà mis en œuvre dans des municipalités tenues par l'extrême droite : une école instrument de propagande pour une idéologie réactionnaire, une école de l'exclusion, la casse du service public laïque et gratuit d'éducation...

Contre ces projets, mobilisons-nous ! Dans l'unité syndicale, les organisations UNSA éducation, FSU, CGT Educ'action, Sgen-CFDT, Sud éducation réaffirment leur opposition à l'extrême-droite et à ses idées, et appellent les personnels à débattre de ses effets sur leur lieu de travail, à travers des réunions syndicales communes, des prises de positions qui favoriseront l'engagement du plus grand nombre, la participation à une campagne de photographies (devant les établissements scolaires, avec des pancartes pour réaffirmer nos positions, et postées sur les réseaux sociaux).

Ont participé à la rédaction de ce journal :

Valérie BENMIMOUNE, Houria DELBOSC, Olivier JEUNET et d'autres militant·es de la FSU.

LA SECTION FSU ARDÉCHOISE

Le texte d'orientation voté le 16 décembre 2021 au congrès départemental.

La FSU Ardèche se donne pour mandat dans la période à venir de travailler selon les axes décrits ci-dessous.

Représentation des personnels

La FSU Ardèche poursuivra son travail de représentation des personnels par une participation toujours active aux instances de l'Éducation nationale pour contribuer à consolider le lien avec la profession et à créer du collectif parmi les personnels. Cela nécessite d'œuvrer à limiter par tous les moyens la politique de démantèlement du paritarisme en imposant autant que de besoin des temps d'échange avec l'administration et en rendant systématiquement compte des débats et des interventions de la FSU dans les réunions.

En particulier, l'implication déjà très forte de la FSU dans le CHSCT départemental doit être poursuivie, ce lieu étant primordial pour la défense des personnels notamment face à l'offensive du New Public Management.

Action syndicale et mouvement social

La section départementale FSU continuera d'impulser, soutenir et relayer les mobilisations autour de l'avenir de la fonction publique, la défense des services publics, mais aussi la lutte contre le réchauffement climatique, la lutte contre les violences faites aux femmes, la défense des acquis sociaux, la défense des libertés publiques...

Pour cela, la section départementale FSU continuera notamment à s'impliquer fortement dans les démarches intersyndicales départementales, sous toutes leurs formes. De même, elle poursuivra son implication dans la vie militante locale et départementale, en particulier à travers la participation au Réseau Éducation Sans Frontières et les actions permettant de lutter contre le racisme et les idées d'extrême droite.

Formation syndicale

La section départementale FSU continuera, en lien avec les syndicats qui la constituent, à organiser des stages syndicaux et des réunions d'information syndicale à destination des différents personnels du département.

Parmi les thématiques envisagés, il y a notamment l'inclusion scolaire, le New Public Management, la santé au travail et les conditions de travail...

Communication

La section départementale FSU va continuer à communiquer avec les syndiqué·es du département à la fois à

travers sa publication papier trimestrielle et ses lettres d'information mensuelles numériques.

Par ailleurs, le travail de mise à jour régulière du site internet se poursuivra. La section départementale essaiera aussi d'être présente sur les réseaux sociaux dans la mesure où cette activité, qui n'est pas jugée prioritaire, n'empiète pas sur le temps militant nécessaire pour les autres actions.

Fonctionnement fédéral

La section départementale FSU poursuivra le travail engagé pour créer ou consolider les liens avec les syndicats FSU qui n'ont pas de section départementale ou de représentant·e dans les instances départementales des administrations publiques ou de notre fédération.

Cela passe par :

- la communication par la SD d'informations concernant tous les syndicats de la FSU présents dans le département, à travers le site internet, les réseaux sociaux ou la page consacrée à cela dans les Pages Ardéchoises ;

- la poursuite des efforts pour entrer en contact avec l'ensemble des syndiqué·es FSU du département à travers les différents outils mis à disposition par la fédération et les syndicats FSU (étiquettes pour les Pages Ardéchoises, liste de diffusion électronique) ainsi que par des contacts de terrain (visites d'écoles ou d'établissement, organisation de stages spécifiques).

- la recherche de syndiqué·es prêts à représenter leurs syndicats au sein du CDFD, voire même dans l'une des instances administratives dans lesquelles siège la FSU Ardèche.

Ce travail ne peut aboutir sans un investissement des syndicats auxquels nous demandons de tout faire pour favoriser notre communication (communication à la fédération des listes d'adresses postales et de mails à jour par exemple).

La FSU mènera la réflexion sur la création d'un outil de communication et d'alerte rapide pour favoriser l'implication des militant·es dans ses choix politiques.

La section départementale devra penser à utiliser l'outil visio pour répondre aux urgences de réflexions sur des points d'actions spécifiques, permettant à l'ensemble de la FSU ardéchoise de prendre rapidement part aux débats et aux échanges.

Le **Conseil Délibératif Fédéral Départemental** (CDFD) est une instance participant au fonctionnement démocratique de la section départementale. **C'est aussi le lieu pour échanger, partager, réfléchir** à un autre projet pour la société et en particulier à notre vision de la Fonction publique. Si vous êtes adhérent·e d'un syndicat de la FSU, c'est probablement parce que vous adhérez à la

conception du service public et aux valeurs que nous défendons collectivement. **Alors venez participer à la vie de votre section départementale FSU, en siégeant à notre CDFD !** Cela représente autour de 3 réunions par an dont la forme et les horaires restent à déterminer ensemble. Nous attendons votre candidature avec impatience (fsu07@fsu.fr - 04 75 64 51 15).